



Appel de propositions

AM004829

Fourniture d'une solution de télémétrie véhiculaire, du matériel requis, de la connectivité et des accès à une plateforme infonuagique incluant un DCE

Addenda 7

2 février 2023

ADDENDA no.7

Réponses à des questions reçues

Q1 : Mise en contexte : Hydro-Québec demande dans le cadre de sa démarche d'acquisition que les soumissionnaires fournissent obligatoirement trois options de connectivité :

1. Cellulaire seulement
2. Cellulaire et Satellite (dual mode)
3. Satellite seulement

Selon les informations qui nous ont été transmises par l'éditeur Geotab. La solution satellite ne permet pas de répondre sans condition à plusieurs critères obligatoires en plus de soulever des préoccupations importantes au niveau SST notamment :

1. Il est impossible de mettre en service une unité satellite sans que celle-ci puisse être connectée à un réseau cellulaire préalablement. (HQ doit accepter cette limitation et modifier le devis fonctionnel et technique afin de retirer l'option 3)
2. Il est impossible de faire une mise à jour du logiciel embarqué (firmware) sans avoir recours à une connectivité cellulaire. (HQ doit accepter cette limitation et adapter le devis fonctionnel et technique)
3. La capacité maximale de stockage locale de l'unité est de 80,000 lignes. Ce qui correspond, selon la documentation technique de l'éditeur, à environ un mois d'utilisation. Il est impossible de vider la cache sans avoir recours à l'utilisation d'un réseau cellulaire. (HQ doit accepter cette limitation et adapter le devis fonctionnel et technique)
4. La limitation au niveau des lignes de stockage et l'incapacité de conserver les données pour une durée déterminée pourraient compromettre le point 1.2.3 du devis technique et fonctionnel et les lois qui s'y appliquent. (HQ doit accepter cette limitation et adapter le point 1.2.3 pour exclure cette limitation aux lois applicables)
5. La seule information disponible que la solution satellite peut transmettre et qui est paramétrable dans la plateforme mygeotab est la localisation du véhicule au 30 minutes.
6. La solution satellite ne répond à aucun des critères énumérés au point 3.2.8

7. Malgré que considéré important par HQ, nous voulons vous informer que la solution ne supporte pas les points 3.2.1.1; 3.2.1.2; 3.2.1.3; 3.2.1.4; 3.2.1.5 & 3.2.1.7.

R1 :

1. L'option 3 vise précisément à obtenir une solution satellite qui ne soit pas connectée à un réseau cellulaire. Il existe des dispositifs de télémétrie répondant à ces exigences qui peuvent être combinés à des solutions infonuagiques existantes. Pour l'option 3, il est exigé que les données de tous les dispositifs de télémétrie puissent être consultées dans la même plateforme infonuagique.
2. Les exigences sont précisées au point 3.2.9.9 du cahier 8. Par ailleurs, il existe des solutions répondant à cette exigence.
3. HQ accepte qu'il y ait une limite de données dans les dispositifs de télémétrie proposés.
4. Pouvez-vous préciser à quels paragraphes du point 1.2.3 et quelles sont les lois dont le respect est compromis par les limitations et l'incapacité de conserver les données?
5. Hydro-Québec prend note de ce commentaire.
6. Hydro-Québec clarifie donc l'exigence figurant au 3.2.8 en ajoutant la référence à l'ECM. L'exigence de 3.2.8 se lira comme suit : « Lecture des données ECM en lien avec la SST par le port de diagnostic pour tous les dispositifs de télémétrie à communication cellulaire, qui équipent véhicules légers et lourds. »
7. Hydro-Québec prend note de ce commentaire tout en précisant qu'il existe des solutions répondant à ces exigences.

Q2 : Nous n'avons pas été en mesure de faire progresser sa proposition et considérant les nombreux éléments de non-conformités soulevés, nous demandons svp de bien vouloir accorder une prolongation supplémentaire de la date de dépôt de trois semaines.

R2 : Nous ne pouvons pas accorder de délai additionnel à ce stade. La date maximale de soumission demeure donc la même, soit le 17 février 2023 à 14h (heure de Montréal).



Q3 : Référence Addenda 6, réponse à la question no.9 :

Pouvez-vous préciser le type de carte SIM préférablement qui doit être fourni ? À titre d'exemple : IoT standard, carte SIM mobilité ou carte SIM dual mode.

R3 : Merci de privilégier les cartes SIM IoT Standard et ne pas se limiter à fournir les coûts uniquement de ce type de carte.

Q4 : Référence Addenda 6, réponse à la question no.9 :

Pouvez-vous spécifier si la carte SIM doit un forfait de transmission de données au Canada seulement ou Amérique du Nord ? Pouvez-vous préciser la quantité de données qui doit être incluse par mois dans le forfait ?

R4 : La couverture requise est pour le Canada. Pour ce qui est de la quantité de données incluses, merci de fournir votre structure de coûts et les économies d'échelle possible selon la consommation.

Q5 : Référence Addenda 5, réponse à la question 5 :

Nous tenons à vous informer qu'un éditeur de solution comme, par exemple, Geotab n'est pas en mesure de fournir un engagement sur sa feuille de route technologique ainsi que fournir les coûts de développement. Par conséquent, il est donc impossible pour un soumissionnaire de répondre à ces exigences. Pour ces motifs, il est donc impossible de prévoir les coûts reliés au développement et/ou une intégration sans un engagement ferme de l'éditeur. Nous vous demandons svp de bien vouloir retirer ces exigences

R5 : En guise de clarification à la question 5 de l'addenda 5, pour les exigences qui ne se sont pas obligatoires, 5 choix de réponse sont possibles et non 4 comme vous aviez préalablement indiqué. Les 5 choix sont: Supporté, Configuration, Tierce, Développement, Non supporté.

Dans le cas que votre choix soit 'Développement', vous devez rapporter les coûts de développement dans la section C "Intégration de la solution infonuagique/développement" du document "15 - AM004829 - Questionnaire économique".

Q6 : Référence Addenda 5, réponse à la question 6 :

Afin de nous permettre d'évaluer le risque associé à la DIC, pouvez-vous nous indiquer le niveau d'impact des informations qui seront recueillies dans le cadre du contrat ?

R6 : Hydro-Québec ne fournit pas cette information confidentielle.

**Q7 : Référence Addenda 6, réponse à la question no.3 :**

Sachant l'importance de la Cybersécurité dans votre environnement, Hydro-Québec demeure évasive sur les contrôles de sécurité dans ses réponses fournies. Nous comprenons que dans la portée de l'appel de propositions, Hydro-Québec souhaite que des intégrations avec des solutions provenant de tiers de type Marketplace soient effectuées.

Nous tenons à vous informer qu'un éditeur comme Géotab ne supporte pas les solutions provenant d'un tiers malgré que des intégrations soient possibles. Conséquemment, un soumissionnaire qui fournira des intégrations à Hydro-Québec ne peut pas faire référence au SOC 2 type 2 de l'éditeur Geotab ou tout autre document de sécurité provenant de celui-ci. Les intégrations nécessitent systématiquement du développement provenant du soumissionnaire et de l'entreprise qui fournira la solution tiers de type Marketplace.

Pouvez-vous préciser si le soumissionnaire peut être exempté de soumettre un rapport de sécurité à Hydro-Québec ?

Pouvez-vous préciser si une entreprise qui fournira une solution de type Marketplace peut être exemptée de soumettre un rapport de sécurité à Hydro-Québec ?

Dans l'éventualité qu'un soumissionnaire et une entreprise de solution tiers de type Marketplace ne pouvant pas être exemptés. Veuillez svp préciser le type de rapport qui doit-être inclus pour chacun d'eux au moment du dépôt de l'appel de propositions ? À titre indicatif, est-ce que l'équipe de Cybersécurité d'Hydro-Québec a réalisé un audit de sécurité sur la solution Mobileye ?

R7 : Hydro-Québec doit évaluer où seront hébergées et comment seront utilisées ses données.
Aucune exemption.

Veuillez vous référer à la section 5 "Exigences de sécurité " du document "8 - AM004829 - Devis fonctionnel et technique" pour les exigences.

Pour la question relative à la solution Mobileye, Hydro-Québec ne divulgue pas ses évaluations des soumissionnaires.

Q8 : 1.2.3 Contexte de sécurité

Conservation des documents et des informations. Pouvez-vous préciser le délai de conservation des documents ainsi que le délai de conservation des informations de télémétrie véhiculaire ?

R8 : Merci de préciser les documents dont vous faites référence.

Les informations de télémétrie véhiculaire doivent être conservées pour la durée du contrat. Se référer au document "6 - AM004829 - Clauses particulières pour les solutions infonuagiques ou hébergées".

Q9 : Référence Addenda 5, réponse à la question 14 :

Il y est indiqué que la solution Mobileye fait partie du volet C. Nous voulons porter à votre attention une erreur au cahier économique, car l'on retrouve la solution Mobileye à la section B de cahier économique. Pourriez-vous faire le changement au cahier économique ?

R9 : Le requis "Frais d'accès solution Mobileye" est bien au volet C (ligne 41 Document "15 - AM004829 - Questionnaire économique")

Q10 : Référence Addenda 5, réponse à la question 19 :

Hydro-Québec indique qu'il faut absolument avoir des coûts séparés pour le transfert de données. À titre indicatif, l'éditeur de la solution Geotab rend indissociable dans son offre la portion cellulaire et satellite. Ces deux éléments sont inclus dans les frais d'accès à la plate-forme web. Ce sont cependant deux frais distincts. Afin de pouvoir compléter le bordereau, il devrait y avoir une ligne pour l'accès à la plateforme web en mode cellulaire et une ligne pour les frais d'accès la plateforme web en mode cellulaire et satellite. Est-ce possible de nous indiquer les instructions afin de compléter la section B du cahier économique ?

R10 : Le soumissionnaire pourrait bien fournir les coûts et ajouter ces précisions dans la colonne « Détails ».

Q11 : Addenda 5 : réponse à la question 7

La portée de notre question ne visait pas uniquement la solution DCE. Dans son énoncé au point 2.1, Hydro-Québec désire se doter d'une seule et unique plateforme infonuagique qui va intégrer une solution de conformité de DCE, de télémétrie véhiculaire, l'équipement nécessaire, et l'utilisation des logiciels pour une période déterminée (la solution et les données étant hébergées chez le fournisseur). Dans l'éventualité qu'un éditeur de solution infonuagique n'est pas en mesure de répondre avec sa solution à une exigence obligatoire qui n'est pas nativement incluse dans sa plateforme, est-ce possible de répondre à cette exigence obligatoire avec une solution tierce ?

R11 : Oui. Le soumissionnaire doit détailler comment l'exigence Obligatoire est répondue par la solution. Il est possible de répondre à l'exigence avec une solution tierce pourvu que l'information recueillie soit affichée dans une plateforme infonuagique unique. Précisez dans le cahier de réponse, à la clause 3.3.1.10.

Fin de l'Addenda 7

